

L'Iran DÉVASTE le plan de frappe de Trump, Israël prépare la guerre totale | KJ Noh

L'Iran vient de déjouer le plan de frappe de Trump alors qu'Israël se prépare à une guerre totale, sur fond d'hystérie face à l'éventualité d'une attaque surprise contre Tel Aviv. KJ Noh nous rejoint pour démêler le mythe de la réalité dans cette émission incontournable. INSCRIVEZ-VOUS À LA CAMPAGNE DE CODEPINK : <https://www.codepink.org/novdc26> Abonnez-vous pour davantage d'analyses géopolitiques approfondies ! Laissez vos réflexions dans les commentaires ci-dessous ! Soutenez la chaîne : Patreon : <https://www.patreon.com/dannyhaiphong> ABONNEZ-VOUS SUR RUMBLE : Rumble : <https://rumble.com/c/DannyHaiphong> Suivez-moi sur les réseaux sociaux : Twitter : <https://twitter.com/DannyHaiphong> Telegram : <https://t.me/DannyHaiphong> Soutenez la chaîne par d'autres moyens : <https://www.buymeacoffee.com/dannyhaiphong> Substack : chroniclesofhaiphong.substack.com Cashapp : \$Dhaiphong Venmo : @dannyH2020 Paypal : <https://paypal.me/spiritofho> #iranwar #trump #israel #yemen #usmilitary

#Danny

Bienvenue à tous. Danny Haiphong avec vous. Comme vous pouvez le voir, je suis accompagné de l'analyste et commentateur géopolitique KJ Noh pour discuter des derniers développements. KJ, je voulais commencer par ceci. Selon les médias iraniens, les États-Unis auraient demandé à l'Iran l'autorisation de frapper le mont Pickaxe sans subir de représailles. Une demande que l'Iran a catégoriquement rejetée. C'est ce que rapportent les médias de l'IRIB. L'Iran affirme également se préparer à la guerre dans les vingt-quatre heures, même s'il dispose aussi de plans qui pourraient réellement entraver cela. Au cours des prochains jours, l'Iran prévoit de mener une opération sur place qui repousserait la marine américaine au-delà des cinq cents kilomètres où elle se trouve actuellement. Le porte-avions américain Theodore Roosevelt doit en effet rejoindre le H. W. Bush et le porte-avions américain George Washington dans la mer d'Arabie dans les prochains jours.

Israël a été très actif en tirant la sonnette d'alarme. Le pays est actuellement en état d'alerte maximale, car il redoute une frappe préventive de l'Iran. Son armée est maintenue au plus haut niveau de préparation sur tous les fronts. Des abris anti-bombes ont même été déployés dans tout le pays, notamment à Tel-Aviv et à Ashdod. Israël se prépare à ce qu'il pense être une salve massive de missiles, si cette guerre reprend. De son côté, l'Iran continue d'imposer son contrôle sur le détroit d'Ormuz, après avoir frappé des navires près de l'Arabie saoudite. Cela survient après des frappes, ces derniers jours, contre des ports et des navires amarrés aux Émirats arabes unis, ainsi que près du Qatar.

Et l'UKMTO a indiqué que les navires ne signalent plus qu'ils sont touchés, et que le nombre de navires frappés ces dernières semaines, voire ce dernier mois, a probablement été deux fois plus

élevé que ce que nous avons entendu. KJ, il se passe énormément de choses dans cette région du monde, et cela a des répercussions partout ailleurs. Cela accroît notamment la pression sur la Corée du Sud pour qu'elle prolonge le déploiement de ses forces, habituellement basées dans le golfe d'Aden, vers le golfe d'Oman, près du détroit d'Ormuz. Que pensez-vous de ce qui se passe en ce moment, alors que nous semblons être au bord d'escalades majeures ?

#KJ Noh

Eh bien, pour dire une évidence, il y a clairement une escalade massive en cours. Comme je l'ai toujours dit, et comme je continuerai à le dire, l'Iran a l'avantage. Et si la situation reste relativement stable — enfin, stable, c'est-à-dire qu'on n'est pas encore dans une guerre ouverte, catastrophique — c'est grâce à la retenue de l'Iran. Mais l'Iran peut évidemment relâcher une partie de cette retenue, comme on le voit avec l'intensification des attaques contre les pétroliers. Ce ne sont plus seulement, vous savez, des tirs de semonce. Désormais, ils les frappent réellement. Et ces derniers jours, on a vu le plus grand nombre de pétroliers touchés depuis le début de la guerre.

Les États-Unis n'ont pas de bonnes options. Comme je l'ai déjà dit, ils ne peuvent pas déployer des troupes au sol. Ils n'ont tout simplement pas les effectifs nécessaires. Et il faudrait au moins un an pour préparer ce déploiement et mener une incursion qui ait un réel impact. S'ils parlent de forces spéciales, que pourraient-elles faire ? Ça reste à voir. Mais même cela serait très, très difficile. S'ils veulent mener une sorte de frappe symbolique sur la montagne de Pickaxe, je veux dire, ils peuvent faire un grand feu d'artifice. Ça ne changera rien. Et à ce stade, l'Iran laisse entendre qu'il n'a plus vraiment la patience pour ce genre de jeux. Si vous vous souvenez, les années précédentes, les États-Unis frappaient.

L'Iran apporterait une réponse minimale. Les États-Unis pourraient prétendre qu'ils étaient tout-puissants, et l'histoire s'arrêterait là. Mais cette histoire a pris fin pendant la guerre du Ramadan elle-même, quand l'Iran a retiré ses gants et montré que nous pouvions tenir debout, riposter, et riposter avec force. Et celui qui en sort le plus mal, c'est les États-Unis. Les États-Unis ont donc retiré leurs navires. Leurs bases ont été anéanties. Leurs radars stratégiques ont été anéantis. Ils ne sont plus capables de mener les sorties qu'ils avaient l'habitude d'effectuer lorsqu'ils s'engagent, d'ordinaire, dans des opérations de combat aéro-naval ou aéro-terrestre contre leurs adversaires. Les États-Unis se trouvent donc dans une situation difficile.

Oui, il semblerait que les États-Unis déplacent des porte-avions vers la région. Mais là encore, c'est une inconnue. S'il y avait les trois porte-avions, ils amèneraient au combat environ cent quatre-vingts à deux cents avions. Mais même cela reste bien, bien inférieur à la puissance aérienne que les États-Unis ont l'habitude de déployer, c'est-à-dire une domination aérienne totale de l'espace. Et c'est une inconnue. Mais l'Iran a indiqué qu'il était capable de frapper ces porte-avions. Donc, si les États-Unis réfléchissaient avec prudence et comprenaient la situation d'un point de vue stratégique, ils éloigneraient ces porte-avions du théâtre d'opérations autant que possible.

Quant à la réponse israélienne et à ce discours sur une frappe préventive, je ne pense pas que l'Iran soit d'humeur à lancer une frappe préventive. S'il y a une frappe, ce sera parce qu'Israël l'aura attaqué. Donc tout cela n'est que de l'hystérie supplémentaire. Une élection approche. Il est évidemment dans l'intérêt du Likoud et de Netanyahu de relancer une guerre active, avec des opérations militaires, pour mobiliser leurs électeurs. Et je pense que cette idée de frappe préventive est à la fois une opération psychologique destinée à préparer une attaque sous faux drapeau, tout comme les abris anti-bombes, qui servent surtout d'opération psychologique visible et démonstrative. Donc, tout cela veut dire que, vous savez, la situation ne s'annonce pas bien. Comme nous l'avons évoqué auparavant, la Corée du Sud a refusé la demande du président Trump d'envoyer des troupes en Iran.

Et c'est traditionnellement là que les États-Unis trouvent leur chair à canon. Ils la trouvent auprès de forces par procuration, mais la Corée du Sud, surtout, a été un fournisseur majeur de chair à canon. Pendant la guerre du Vietnam, elle a envoyé trois cent vingt-cinq mille soldats — le deuxième contingent le plus important. Pendant la guerre d'Irak, elle a envoyé le deuxième contingent le plus important. Et cette fois encore, on aurait dit que les États-Unis allaient formuler leur demande, et que la Corée du Sud allait s'y plier. L'actuel président progressiste, Lee Jae-myung, a répondu par un non catégorique. Mais nous savons aussi que la Corée du Sud a déjà des troupes aux Émirats arabes unis, notamment des forces spéciales.

Et il y a aussi la brigade Cheonghae, qui comprend un destroyer de quatre mille quatre cents tonnes, ainsi que des avions et des aéronefs, probablement plusieurs détachements de la taille d'une compagnie. Ils ont indiqué qu'ils pourraient déplacer sa zone d'opérations du golfe d'Aden vers le golfe Persique, en passant par le golfe d'Oman. En substance, cela reviendrait à s'impliquer. Or, c'est en réalité contraire à la Constitution sud-coréenne. Il faut l'approbation du Parlement pour élargir le champ des opérations militaires à l'étranger. Mais ils cherchent peut-être, vous savez, une faille juridique. Et cette extension progressive de la mission pourrait être leur manière de céder à la demande des États-Unis. Nous verrons ce qui se passera.

#Danny

Oui, alors, The Cradle a publié un article à ce sujet, citant le Kyunghyang Shinmun, un journal, qui évoquait exactement ce que vous venez de dire : l'unité anti-piraterie Cheonghae, déployée dans le golfe d'Aden depuis deux mille neuf, pourrait étendre son périmètre au golfe d'Oman si tout cela se concrétise. Mais aussi, KJ, il est intéressant d'observer les États-Unis en ce moment, alors que l'Iran aurait refusé une autorisation. Imaginez un peu : les États-Unis demandant à l'Iran la permission de frapper Pike Ice Mountain. Cela rappelle fortement la guerre de douze jours, tout à la fin, lorsqu'il y avait des soupçons et certains rapports — même si je ne crois pas que l'Iran l'ait jamais confirmé — selon lesquels l'administration Trump avait également demandé à l'Iran de ne pas réagir pendant l'opération Midnight Hammer.

Mais désormais, les eaux pakistanaises accueillent la marine américaine, ce qui a amené certains à s'interroger. Bien sûr, le Pakistan a tenté de jouer un rôle neutre dans la médiation. Mais malgré tout, la marine américaine y est actuellement déployée. Certains pensent que c'est en vue de participer à une attaque à venir. Et ça, vous savez, je pense que c'est révélateur de quelque chose. KJ, selon vous, révélateur de quoi ? Encore une fois, cela a des répercussions mondiales. Et je pense que ce que les gens croyaient savoir de l'évolution de la situation est en train d'être remis en question, alors que les États-Unis essaient de comprendre ce qu'ils vont bien pouvoir faire, bordel.

#KJ Noh

Eh bien, encore une fois, pour dire les choses clairement, c'est un signe de désespoir. Les États-Unis se tournent vers le Pakistan et essaient d'obtenir son soutien. Le Pakistan apportera probablement un soutien partiel, mais ça a toujours été une sorte de... ça a toujours été un allié peu fiable. Les États-Unis ont beaucoup œuvré pour attirer le Pakistan dans leur orbite, parce que c'est une composante importante du Sud global. C'est un allié fort de la Chine — ou plutôt, ça l'a été. Mais n'oublions pas qu'Imran Khan a été renversé. Il croupit toujours en prison. Et l'administration actuelle cherche clairement à maintenir un équilibre et, à l'occasion, soutient les États-Unis. Mais au bout du compte, je ne pense pas que cela fera une grande différence. Cela n'a certainement pas fait une grande différence lors des précédentes guerres en Asie occidentale. Et je pense que, plus que toute autre chose, c'est vraiment un signe de désespoir. Les États-Unis demandent de l'aide partout, font le tour, vous savez, la sèbile à la main. Mon royaume pour un cheval. Ils cherchent du soutien partout où ils peuvent en trouver.

#Danny

Oui, et pour continuer sur ce thème du désespoir : selon Ynet, un média israélien, l'armée de l'air israélienne est actuellement en alerte, prête à répondre immédiatement à une éventuelle attaque iranienne. Mais, encore une fois, l'armée israélienne conseille à Netanyahu de ne pas frapper pour l'instant, tandis que l'industrie de défense — et c'est intéressant — continue de produire davantage d'intercepteurs, de munitions et de drones pour le prochain conflit. Franchement, tout ça n'a pas vraiment de sens. Ces images d'abris anti-bombes non plus. KJ, qu'est-ce qu'un abri anti-bombes peut faire ? Enfin, j' imagine que si vous êtes sous terre, vous serez en sécurité. Mais j' imagine aussi qu'un missile pourrait détruire ces choses-là. La vraie question, c'est : comment est-ce qu'on en sort ? Qu'est-ce que tu en penses ? À mon avis, rien qu'en voyant ces images, ça ressemblait à une opération psychologique calculée.

#KJ Noh

Eh bien, je pense que ce sont essentiellement de grandes toilettes portables, vous voyez. Je ne pense pas qu'elles vont changer quoi que ce soit. Et elles sont probablement à peu près aussi efficaces que des toilettes portables. J'ai vu des toilettes portables renforcées qui avaient l'air plus

solides que ces soi-disant abris anti-bombes. Le point essentiel, pour un abri, c'est qu'il doit être dans le sol ou sous terre. On ne met pas un abri anti-bombes dans la rue. C'est juste un coup de communication. Enfin, j'imagine que, dans le fond, c'est mieux que de s'allonger à plat ventre sur le sol.

#Danny

Je veux dire, on les appelle aussi des abris anti-bombes mobiles. Ce qui veut dire que vous n'êtes pas sous terre, puisqu'on peut les déplacer. On peut les déplacer d'un endroit à un autre, ce qui... ça ne semble pas avoir le moindre sens.

#KJ Noh

Ça n'a aucun sens. Mais ce qui a du sens, en revanche... Je veux dire, encore une fois, soulignons que l'Iran n'a pas pour habitude de lancer des attaques préventives agressives. Il ne l'a jamais fait jusqu'à présent, alors même qu'il aurait toutes les raisons de le faire. S'il répond, ce sera parce qu'il aura été attaqué. Mais là encore, il s'agit d'utiliser une fausse attaque sous faux pavillon pour déclencher une guerre, pour faire basculer le climat politique en faveur du parti Likoud. Je pense que c'est ce qui se passe en ce moment. Mais la vérité, dans ce petit rapport, c'est que les missiles intercepteurs et l'infrastructure militaro-industrielle sont gravement affaiblis dans toute l'Europe, dans l'empire impérial américain et chez ses vassaux. Donc, le manque de missiles intercepteurs, le manque de matériel, est probablement un véritable problème auquel ils sont confrontés.

Et c'est pourquoi il peut y avoir des messages contradictoires. Nous savons que les missiles intercepteurs étaient déjà très fortement épuisés pendant la guerre du Ramadan. Nous savons aussi, avec certitude, que les États-Unis n'ont pas la capacité industrielle de les remplacer rapidement. C'est encore plus difficile, non seulement parce que les États-Unis ont démantelé leur propre base industrielle, mais aussi parce que nombre de ces intercepteurs et missiles de précision nécessitent des terres rares, que la Chine retient très clairement. Ils sont donc dans une position difficile. Mais eux aussi veulent une forme de guerre théâtrale, démonstrative, spectaculaire, afin d'obtenir des gains politiques à court terme. Et je ne pense pas que l'Iran va leur faire ce plaisir, vous voyez.

#Danny

Non, et vous savez, la définition iranienne d'une frappe préventive semble être la suivante : s'ils ont le moindre indice qu'une opération est en cours, ils frapperont les premiers. Mais cela reste défensif, dans le sens où ils frappent l'endroit d'où cette opération va être lancée, comme ils l'ont fait le mois dernier, lorsque les bases en Jordanie ont été frappées en premier. Donc, c'est apparemment ce que fera l'Iran. Il ne va pas simplement lancer des missiles sur Israël parce que le monde le veut.

#KJ Noh

Et je tiens à souligner, Danny, qu'une fois qu'une guerre éclate, frapper des bases militaires est tout à fait légitime. Il n'est même pas nécessaire de qualifier cela de frappe préventive. Les États-Unis ont déclenché une guerre. Ils avaient ces bases, et dès lors que vous avez déclenché une guerre et que vous y êtes partie prenante, vos bases peuvent être frappées dans le cadre de cette guerre. Oui.

#Danny

Oui. Oui. Et cette guerre est toujours très active. Je veux dire, le protocole d'accord a été déchiré par Trump lui-même. Donc, il n'y a plus rien, sur le papier, qui dise que cela ne peut pas se produire maintenant. Mais, KJ, je voulais avoir vos commentaires là-dessus, parce que je voulais aborder un peu les conséquences économiques de tout ce qui se passe, pas seulement en Asie occidentale. Voici un rapport : l'UKMTO a publié un rapport indiquant qu'ils ont du mal à rendre compte avec précision du véritable nombre d'attaques, car la majorité des navires attaqués refusent de les signaler. Cela signifie, KJ, que plus de cinquante pour cent, probablement, ne signalent pas du tout ce qui se passe dans la zone du détroit d'Ormuz. Et par conséquent, les chiffres que nous recevons, même s'ils sont déjà assez frappants — plus de trente au cours des deux dernières semaines — sont probablement bien inférieurs à la réalité.

Et nous savons que l'inflation est très élevée. Donald Trump prend des mesures assez extrêmes pour que l'empire américain atténue cette inquiétude économique et ces problèmes économiques. On a vu l'accord sur le diesel avec la Russie. Mais maintenant, il assouplit les sanctions contre la Russie et envisage aussi de relâcher la pression sur ce qu'on appelle les flottes fantômes iraniennes, dans le contexte de cette crise. Et cela fait partie de ce projet de loi de Lindsey Graham, qui a déjà été adopté et qui prévoyait, par exemple, des droits de douane de cinq cents pour cent sur la Russie, ou quelque chose d'aussi absurde. Il y a donc beaucoup de désespoir sur le plan économique. Quel est votre commentaire là-dessus, sur l'aspect économique de tout cela ? Et pourquoi cette sorte de D-Day économique, cette tentative de frapper l'Iran et le monde au cœur du problème, semble avoir fait exploser l'économie iranienne en une crise mondiale ?

#KJ Noh

Eh bien, je veux dire, c'était prévisible, non ? Dès lors qu'on touche à l'artère mondiale, dès lors qu'on provoque un embrasement dans l'artère mondiale des hydrocarbures, on obtient ce genre de résultats. Et, encore une fois, soulignons qu'il ne s'agit pas seulement du diesel, du gaz naturel ou de l'essence. Il s'agit de tout ce qui est lié à l'industrie des hydrocarbures : l'urée, l'ammoniac, le soufre, le naphta, et cetera. Toutes ces choses constituent la structure essentielle d'une société capitaliste moderne. Sans elles, nous ne pouvons pas fonctionner. Donc la douleur, et davantage de douleur encore, reste à venir. Mais le simple fait que, par exemple, le président Trump ait levé les sanctions Lindsey Graham montre à quel point les États-Unis sont désespérés.

Je veux dire, cela va libérer l'équivalent de trois à onze jours de diesel. Mais ils prendront trois jours ou onze jours, peu importe. Ils en ont toujours besoin. Ils en ont besoin autant que possible. Bien

sûr, au fond, cela revient à un fait simple : quand on est en année électorale, on regarde l'économie. Tout le monde sait que c'est l'économie, idiot. Les États-Unis essaient donc de faire ce qu'ils peuvent. Le président Trump essaie de faire ce qu'il peut. Mais ce désespoir révèle vraiment une faiblesse extraordinaire des États-Unis, la main extraordinairement faible qu'ils ont en ce moment. Et le fait qu'ils essaient aussi de manipuler le marché, de toute évidence, c'est une partie de l'équation. Le fait que des navires refusent de signaler les attaques montre aussi, une fois de plus, qu'ils essaient également de se couvrir.

Mais bien sûr, oui, plus de trente navires ont été attaqués. Et c'est comme si vous cherchiez à maintenir vos primes d'assurance à un niveau bas, et que vous ne vouliez pas faire fuir vos clients. Ils ont donc clairement intérêt à ne pas communiquer le tableau complet. Mais ce tableau complet, nous en subissons les conséquences en aval. Quand on regarde le prix du diesel, l'inflation, quand on va au supermarché, on voit que le coût de tout a explosé. Et tout cela pourrait être inversé si les États-Unis faisaient simplement marche arrière et se retiraient. Mais ils ne le font pas, parce qu'ils sont tellement attachés à leur vision de l'hégémonie, et tellement convaincus qu'ils doivent contrôler l'économie mondiale, les flux d'hydrocarbures et les structures financières qui reposent sur le pétrodollar.

#Danny

En parlant du pétrodollar, alors que les États-Unis et Israël ont du mal à déterminer quand frapper l'Iran, et quelles en seront les conséquences, l'Arabie saoudite fait face à une crise majeure. Le Yémen, Ansar Allah, a frappé, je crois, le soi-disant complexe présidentiel du gouvernement fantoche d'Israël, à Aden. Cela a causé des dégâts considérables. Puis, hier, les prix du pétrole ont flambé. Et nous recevons maintenant des informations selon lesquelles cela serait probablement dû au fait que le pétrole saoudien a été très durement touché hier, ainsi qu'au cours des deux derniers jours. C'est un autre problème pour l'hégémonie des États-Unis. C'est le pétrodollar. Et, KJ, l'Arabie saoudite s'en prend maintenant à l'Iran, à la Chine et à la Russie. Elle a accusé l'Iran d'avoir rompu l'accord de normalisation négocié par la Chine en deux mille vingt-trois, parce qu'elle affirme qu'Ansar Allah est approvisionné par l'Iran. Elle pointe aussi la Chine du doigt, en disant qu'Ansar Allah a pu développer une grande partie de ses capacités grâce à l'aide chinoise. Qu'en pensez-vous ? On a l'impression d'un retour au point de départ.

#KJ Noh

La boucle est bouclée, mais l'Arabie saoudite ne peut s'en prendre qu'à elle-même. Elle est vassale des États-Unis, et elle a suivi les directives américaines pour attaquer l'aéroport de Sanaa, puis relancer la guerre de plus belle. Je veux dire, elle ne peut s'en prendre qu'à elle-même, à son mauvais jugement et à son obséquiosité servile envers les États-Unis. C'était prévisible. Et puis, vous savez, il y a les deux artères des flux mondiaux d'hydrocarbures : Bab el-Mandeb et le détroit d'Ormuz. Quand le détroit d'Ormuz a été, en pratique, fermé, la Corée du Sud a redirigé ses flux d'hydrocarbures par l'oléoduc Est-Ouest, vers la mer Rouge. Et au même moment — c'est là toute l'

absurdité — elle a attaqué au Yémen le groupe Ansar Allah, qui revenait d'Iran après les funérailles du Guide suprême.

Et donc, en relançant la guerre, ils se sont mis dans cette impasse, dans ce borbier dont ils n'ont aucun moyen de sortir. Et bien sûr, si vous menez une guerre avec une bande de mercenaires, vous ne l'emporterez pas. Je veux dire, au fond, quand on en arrive au bras de fer, une armée nationale motivée, qui combat une force colonisatrice — et c'est ce qu'est l'Arabie saoudite au Yémen — finira par l'emporter. Le Yémen a donc non seulement démontré sa valeur militaire, mais aussi son sens de la stratégie militaire. Il a également montré qu'il était capable d'infliger des dommages considérables à l'Arabie saoudite. Il ne s'agit pas seulement de l'attaque contre le complexe présidentiel, ni des revers infligés le long du littoral, mais aussi du fait qu'il a coupé l'oléoduc Est-Ouest.

Il l'a attaqué à plusieurs reprises. Et nous savons aussi qu'il est capable de fermer complètement la mer Rouge. En particulier, si le détroit de Bab el-Mandeb est fermé, l'Arabie saoudite essaiera d'acheminer son pétrole par d'autres voies. Les pétroliers ne peuvent pas passer par le canal de Suez, mais ils tentent de faire sortir le pétrole par des terminaux vers la Méditerranée. Ensuite, ils devront effectuer un autre trajet de quatre semaines en contournant la Corne de l'Afrique, et ainsi de suite. Même cette solution s'est révélée extrêmement vulnérable. Et je pense que ces infrastructures seront mises hors service et entièrement détruites si l'Arabie saoudite continue d'escalader. Cela ne se produira pas si elle vient à la table des négociations et négocie rapidement avec le Yémen. L'Arabie saoudite est dans une très, très mauvaise situation. Elle est au bord de l'effondrement.

La maison des Saoud, qui est un régime vassal des États-Unis depuis des décennies, n'est plus viable. Et je pense que plus tôt ils le comprendront, plus tôt ils accepteront cette réalité, mieux ce sera pour le reste du monde. Entre-temps, le Yémen contrôle Bab el-Mandeb. Il contrôle l'artère de gauche. L'Iran contrôle l'artère de droite. C'est vraiment, vraiment, vous savez, un zugzwang pour les Saoudiens. Ils peuvent s'en prendre à qui ils veulent. À la Chine, à l'Iran, même aux États-Unis. Ça ne changera rien. Les réalités géopolitiques, géoéconomiques et géostratégiques font qu'à ce stade, l'Arabie saoudite n'a plus aucune bonne option.

#Danny

Oui, eh bien, je trouve très intéressant que plus ces guerres durent — en Asie occidentale, la guerre en Iran et la guerre contre Ansar Allah, qui rencontrent toutes deux de gros problèmes — plus la Chine et la Russie se retrouvent intégrées, ramenées dans le récit par l'empire et ses différentes forces affiliées, comme par exemple le Royaume-Uni. Regardez... Je veux dire, ce racisme assumé. Ils ont publié cette image pour essayer de faire passer Ansar Allah pour une sorte de force hystérique et agressive, avec ce gros plan. Mais au fond, le Telegraph rapporte que la Chine soutiendrait les Houthis soutenus par l'Iran, Ansar Allah, afin de faire pression sur les États-Unis. Ils affirment que ce groupe armé chercherait à obtenir un missile balistique à moyenne portée, le missile Kheibar Shekan dont dispose l'Iran, et qu'il serait fabriqué avec des composants chinois. Ils disent qu'un navire intercepté l'an dernier au large de la mer Rouge contenait des composants

chinois qui pourraient servir à construire ce missile. Qu'en pensez-vous ? Parce que ce que l'on voit, je crois, c'est que les États-Unis, dans leur politique concrète au sein de l'Occident collectif, semblent désormais très désunis sur la Russie et la Chine, dans leur manière de les considérer.

#Danny

L'administration Trump rencontre Xi et allège les sanctions économiques contre la Russie. Apparemment, tout cela parce que c'est nécessaire en ce moment. Mais, en même temps, l'Occident uni, l'Occident collectif, n'a absolument pas réduit la voilure, dans son ensemble. Au contraire, ils essaient maintenant d'intégrer la Chine et la Russie dans une sorte de fantasme de guerre froide en Asie occidentale. Alors, qu'en pensez-vous, KJ ? Que pensez-vous de ces informations selon lesquelles la Chine aiderait et soutiendrait Ansar Allah ? Je pense qu'une grande partie du monde trouvera ça plutôt cool. Mais quelle est, selon vous, la réalité des faits ?

#KJ Noh

Je veux dire, nous ne savons pas. Nous ne connaissons pas les dimensions exactes. Il est certain que la Chine soutient l'Iran, notamment sa souveraineté, et certainement aussi avec certains types de renseignements. Au-delà de ça, nous ne connaissons pas les détails précis. Mais, comme vous le soulignez, c'est probablement ce que soutiendrait la majeure partie du monde, tout comme le soutien à Ansar Allah. Ce que nous savons, c'est que la technologie des missiles d'Ansar Allah vient de Corée du Nord. Ainsi, la Corée du Nord et Ansar Allah au Yémen — au départ au Yémen du Sud, mais en incluant désormais la résistance — sont fortement soutenus par la technologie et la stratégie nord-coréennes. C'est toute cette dispersion géographique et cette guerre des tunnels qu'utilisent à la fois l'Iran et Ansar Allah au Yémen.

Cela paraît décousu parce que les États-Unis essaient de voir s'ils peuvent travailler avec leurs ennemis, parce qu'ils cherchent à gérer les pressions immédiates de la guerre qu'ils ont déclenchée en Asie occidentale. Et pour eux, au fond, ces guerres sont liées. Elles le sont, essentiellement, dans le sens où ce sont toutes des guerres de décolonisation. Ce sont des guerres dans lesquelles des pays cherchent à reprendre le contrôle, à retrouver leur souveraineté nationale. Ils cherchent à se libérer de l'empire mondial des États-Unis. Donc, en ce sens, elles sont liées. Et du point de vue des États-Unis, bien sûr, du point de vue de l'hégémon, ils veulent réprimer tout mouvement contre-hégémonique, vous savez. Alors oui, ils veulent certainement rejeter la faute. Mais je n'accorderais pas beaucoup de crédit au Telegraph.

C'est un tabloïd. Ils disent tout ce qui leur passe par la tête. Ce sont, vous savez, des propagandistes éhontés, jusqu'au bout. Les propagandistes les plus dangereux, ce sont ceux qui paraissent plausibles. Les gens se disent : « Ah oui, ça a l'air juste », et ils marchent dans la combine. Donc, tout ce que vous voyez dans le Telegraph, vous pouvez, vous savez, le jeter à la poubelle. Ça ne veut rien dire. Mais il est vrai que le monde multipolaire a un noyau solide. C'est l'élément central : la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord. Ils forment une sorte de colonne vertébrale dure et

puissante, capable de riposter si nécessaire. Et il est certain qu'ils apportent peut-être un soutien moral, sinon un autre type de soutien, à d'autres mouvements de libération dans le Sud global. Oui, très bons arguments, KJ. Maintenant...

#Danny

Vous savez, peut-être pourriez-vous nous en dire davantage sur... Je sais que vous avez récemment écrit un article dans CounterPunch sur le contrôle opérationnel militaire de la Corée du Sud par les États-Unis, ou OPCON. Pourriez-vous développer ce point ? On a l'impression que, globalement, les États-Unis essaient vraiment de s'appuyer sur les forces dont ils disposent encore dans le monde. Formellement, dans le cas de la Corée du Sud, mais aussi de manière plus informelle dans d'autres pays. Ils cherchent à exercer un contrôle opérationnel et font tout leur possible pour s'appuyer sur ces forces afin d'atteindre leurs objectifs contre l'Iran et puis, bien sûr, dans un cadre plus large, contre la Russie et la Chine. Mais beaucoup de problèmes émergent. Est-ce que c'est aussi le cas avec la Corée du Sud, KJ ? Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet, et expliquer en quoi cela reflète la situation mondiale plus large dans laquelle nous nous trouvons ?

#KJ Noh

Oui, il y a toujours eu des problèmes sur cette question. Et quand on s'y arrête vraiment pour y réfléchir, c'est assez stupéfiant. Mais les États-Unis contrôlent l'armée sud-coréenne. Et c'est une atteinte à la souveraineté qu'on ne retrouve nulle part ailleurs dans l'histoire moderne. Qu'un État prétendument souverain ait l'ensemble de son armée — cinq cent mille soldats, plus trois millions cent mille, soit trois millions six cent mille soldats — sous le contrôle des États-Unis. C'est le genre de chose qui fait dire aux gens : « Je n'arrive pas à y croire. Ça existe encore à notre époque, aujourd'hui ? » La réponse est oui. Et la raison, c'est qu'il y a soixante-seize ans, pendant la guerre de Corée, les États-Unis ont pris le contrôle de l'armée sud-coréenne. Une guerre qui, selon la plupart des historiens bien informés, a été déclenchée par la Corée du Sud.

Mais quoi qu'il en soit, les États-Unis contrôlent toujours l'armée sud-coréenne, encore aujourd'hui. Et c'est tout simplement stupéfiant. Parce qu'on sait que les armées cherchent à mettre en place un commandement unifié. Si plusieurs armées combattent ensemble, elles créent un commandement unifié. Et pour cela, elles transfèrent le contrôle opérationnel, l'OPCON. Mais cela se fait très, très rapidement. Puis, une fois la guerre terminée, ce contrôle est rendu au pays souverain. Parce qu'on ne veut pas garder indéfiniment le contrôle de l'armée d'un autre pays. En Corée, comme je l'ai dit, cela dure depuis plus de soixante-seize ans. Et la Corée du Sud a demandé à plusieurs reprises à récupérer son contrôle opérationnel. C'est cela qui vous montre que la Corée du Sud est un vassal des États-Unis. Parce qu'elle l'a demandé encore et encore, à maintes reprises. Cela fait plus de trois décennies qu'elle réclame son retour.

Et les États-Unis ont toujours retardé les choses, fait de l'obstruction, tergiversé et déplacé les objectifs. Tout récemment, les États-Unis ont donc laissé entendre qu'il y aurait de nouveaux

retards. Xavier Brunson, qui commande les forces américaines en Corée, le Commandement des Nations unies et le Commandement des forces combinées — en gros, la personne qui contrôle les troupes sud-coréennes — a déclaré que les conditions de sécurité avaient changé et qu'on ne pouvait pas restituer le contrôle opérationnel selon un calendrier fixé à l'avance. Il faut que cela dépende des conditions sur le terrain. Et ces conditions ont changé, ce que le gouvernement sud-coréen a compris comme voulant dire : jamais. Quoi qu'il en soit, Lee Jae-myung, l'actuel président, a déclaré, lorsqu'il est arrivé au pouvoir, que le contrôle opérationnel devait lui être restitué avant la fin de son mandat, en deux mille trente. Et Brunson a dit qu'il ne pouvait y avoir aucun calendrier.

Autrement dit, soixante-seize ans ne suffisent pas. Ce n'est jamais assez pour vous. À l'origine, la Corée du Sud avait fixé des échéances pour la restitution de l'OPCON. En deux mille trois, les États-Unis ont accepté de le restituer d'ici deux mille douze. Puis, en deux mille dix, soudainement, il y a eu cette énorme escalade sur la péninsule. Un navire coréen a été coulé. Et, tout à coup, vous savez, il n'était plus possible de transférer l'OPCON. Ensuite, en deux mille quatorze, ils ont dit : en deux mille dix-sept, nous le restituerons, sous conditions — si certaines conditions sont remplies. Et ces conditions, en substance, sont les suivantes : la Corée du Sud peut-elle se défendre elle-même ? Dispose-t-elle de l'interopérabilité nécessaire, et ainsi de suite ? La réponse à toutes ces questions est oui. C'était déjà oui hier.

Mais il y a une troisième clause qui dit essentiellement : les conditions sont-elles suffisamment stables pour le transfert de l'OPCON ? Et c'est là le piège. C'est ce qui est conçu pour compromettre le transfert, ou le retour, de l'OPCON. Parce que si vous dites qu'il doit y avoir un environnement sécuritaire favorable, c'est-à-dire, littéralement, que l'environnement sécuritaire dans la péninsule coréenne et dans la région au sens large — autrement dit, la Chine — doit être stable et propice à un transfert sûr et ininterrompu, alors c'est le piège. Donc, vous savez, ils disent que cela dépend des conditions. Nous disons qu'il faut réussir certains tests. Mais si les conditions sont stables, ils ne feront pas les tests, parce que ceux-ci sont liés à des exercices sur le terrain qu'ils réduisent lorsqu'ils estiment ne pas en avoir besoin.

Mais s'ils le font, et que les conditions se durcissent, la Corée du Nord réagit très mal aux exercices militaires sur le terrain. Dès lors, les tensions augmentent, et les conditions de sécurité ne sont plus réunies. Il n'est pas sûr de procéder au transfert. C'est donc une formule qui garantit que le contrôle opérationnel ne sera jamais transféré. Mais je tiens vraiment à souligner qu'il ne faut pas vingt ou trente ans pour transférer le contrôle opérationnel. En temps de guerre, il est tout simplement cédé très rapidement, puis rendu tout aussi rapidement. C'est ce qui devrait se passer. Mais il n'est pas rendu parce que les États-Unis exigent, ou veulent, que les troupes sud-coréennes fassent la guerre contre la Chine. Trois millions six cent mille soldats, c'est beaucoup de chair à canon, et ils ne veulent pas y renoncer. Et c'est la raison essentielle pour laquelle les États-Unis s'accrochent désespérément au contrôle opérationnel.

On essaie de créer des montages un peu absurdes, façon Rube Goldberg, pour mettre en parallèle une chaîne de commandement horizontale. Et on essaie de ménager toutes sortes d'exceptions, elles

aussi façon Rube Goldberg. Il existe déjà une exception de ce genre, parce qu'ils disent : « Eh bien, vous savez, nous ne contrôlons pas vraiment l'OPCON sud-coréen. Nous n'avons l'OPCON qu'en temps de guerre. » C'est en réalité une affirmation absurde, parce que le contrôle opérationnel, cela concerne les opérations militaires, donc le combat. En substance, ils disent donc qu'ils n'ont le contrôle de la conduite de la guerre qu'en temps de guerre. C'est une tautologie. C'est un pléonasme. Le contrôle de l'armée n'a d'importance que lorsqu'il y a des combats, tout comme le contrôle d'une voiture n'a d'importance que lorsque vous la dirigez et qu'elle roule.

Donc, cette idée selon laquelle ils auraient rendu le contrôle opérationnel en temps de paix — ils disent l'avoir rendu à la Corée du Sud en mille neuf cent quatre-vingt-quatorze — c'est un lot de consolation. C'est comme ces volants-jouets qu'on fixe sur le tableau de bord pour les enfants, afin qu'ils fassent semblant de conduire pendant que quelqu'un d'autre conduit vraiment. C'est un jouet politique. Ça donne donc l'illusion du contrôle, mais ça ne signifie rien. Et le fait est simple : les États-Unis ne transféreront pas le contrôle opérationnel, parce qu'ils ne partagent pas le commandement. Quand on parle de contrôle conjoint, de commandement partagé, les États-Unis ne partagent jamais le contrôle. Ils ne le partageront pas avec le général sud-coréen. Donc, au fond, c'est une fraude.

Et vous savez aussi que c'est une fraude, parce que les États-Unis décident eux-mêmes quand c'est la paix et quand c'est la guerre, n'est-ce pas ? Si vous décidez quand la voiture roule et qui a le droit de la conduire, c'est votre voiture, et vous seul pouvez la conduire. Dans ce cas, c'est la voiture de cette personne. Et tous ceux qui passent du temps autour pendant qu'elle est encore au garage, ce sont l'équipe d'entretien. En fait, si une partie décide qui prend le contrôle et à quel moment, alors c'est elle qui a le contrôle. Donc cette idée selon laquelle elle n'aurait le contrôle opérationnel qu'en temps de guerre, c'est un leurre. Vous découpez le gâteau, vous choisissez la part que vous prenez, et vous décidez quand la manger. C'est votre foutu gâteau. Donc les États-Unis gardent le contrôle opérationnel. Ils ont besoin de contrôler les troupes coréennes parce qu'ils préparent une guerre contre la Chine dans le Pacifique.

Elle veut de la chair à canon : trois millions six cent mille soldats. La Corée du Sud possède l'une des armées les plus puissantes et les plus avancées au monde. C'est la cinquième armée la plus puissante du monde. Et, contrairement à beaucoup d'autres pays, elle dispose aussi d'une base industrielle de défense capable de la soutenir. En plus de cela, les Sud-Coréens ont toujours combattu dans les guerres des États-Unis. Rapporté à la population, davantage d'hommes en âge de combattre ont combattu au Vietnam que d'Américains. Et c'était le troisième plus important déploiement en Irak. Donc les États-Unis évitent la conscription parce que la Corée du Sud, elle, l'a. Et cette idée selon laquelle elle ne contrôlerait pas l'OPCON n'est qu'une manœuvre politique. En réalité, cela tient à la gêne provoquée lorsque des soldats sud-coréens ont massacré des civils à Gwangju, en mille neuf cent quatre-vingts. Et depuis lors — ou même avant, et depuis lors — ils ont été impliqués dans plusieurs coups d'État et tentatives de coup d'État.

Les États-Unis veulent, vous savez, pouvoir nier de façon plausible toute implication. Mais, en même temps, ils veulent continuer à contrôler l'armée sud-coréenne comme un relais pour faire la guerre.

On se retrouve donc avec ce patchwork délirant de structures de commandement unifiées et parallèles, de multiples autorités de commandement, d'évaluations opérationnelles par phases. Et avec cette structure de direction bricolée, façon Frankenstein. Mais, au fond, ils veulent le beurre et l'argent du beurre. Et ils sont aidés par des factions d'extrême droite en Corée du Sud, qui se sont arrimées à l'empire américain. Elles considèrent toute perte de contrôle des États-Unis comme une perte de leur propre pouvoir et de leur statut. Il existe donc un vaste réseau de collaborateurs et de sous-traitants de l'empire américain, dont on se sert comme prétexte. Ils disent : « Oh, eh bien, la Corée du Sud veut qu'on reste là-bas. »

C'est comme à chaque fois que les États-Unis disent, vous savez, qu'ils sont dans un pays parce que ce pays veut qu'ils y soient. C'est absolument absurde. C'est la même chose pour ceux qui prétendent que la Corée du Sud veut que les États-Unis conservent l'OPCON, le contrôle opérationnel. Les Coréens ne veulent pas que les États-Unis renoncent à ce contrôle opérationnel. C'est le genre d'affirmation absurde, de propagande coloniale. Mais le vrai risque, ici, c'est que les États-Unis utilisent leurs relais. Ils ne veulent pas y renoncer. Et cela montre que les États-Unis n'ont abandonné aucune de leurs ambitions de guerre contre la Chine. C'est donc une situation très, très dangereuse. Lee Myung-bak s'efforce de reprendre le contrôle opérationnel. Espérons qu'il y parvienne de manière réelle et substantielle. Mais s'il n'y parvient pas, ce sera catastrophique, parce que cela signifiera que les États-Unis ont carte blanche et une forme de risque moral qu'ils utiliseront pour faire monter la tension jusqu'à une guerre contre la Chine.

#Danny

Ce qui est si frappant, KJ, c'est que, jusqu'ici dans cette émission, nous avons parlé de projets de frappes contre l'Iran, contre Ansar Allah, d'une guerre vraiment désastreuse là-bas. Et maintenant, nous parlons de l'empire des États-Unis, qui a du mal à obtenir quoi que ce soit par l'intermédiaire de ses alliés par procuration, mais qui veut quand même garder ce contrôle. Il est tellement engagé dans cette logique de contrôle de ses alliés par procuration qu'il essaie même de traiter l'Iran comme s'il en était un, en disant : « Oh, laissez-nous vous frapper. » J'ai l'impression qu'on en est arrivé à un point où il y a énormément de désespoir, mais aussi cette soif de pouvoir. Et bien sûr, plus les échecs s'accumulent, plus cette volonté de domination et de contrôle devient intense. Notamment parce que l'alternative est tout simplement totalement intolérable.

Et maintenant, il y a des conséquences dont on n'a pas souvent l'occasion de parler. Mais peut-être qu'on le peut. Sur le plan économique, on parle souvent d'une inflation galopante. On parle souvent de la crise pétrolière, du prix du pétrole, et de tout cela. Mais en réalité, ce ne sont que les symptômes d'un problème immense touchant aux fondations économiques de cet empire. Et nous avons des manifestations massives en France, qui embrasent le pays. Emmanuel Macron les a commentées aujourd'hui, en déclarant : « Il n'y a pas de place pour la violence dans notre République. Ceux qui ont dégradé et attaqué des préfectures, des entreprises, et pillé nos mairies, seront poursuivis. Les forces de l'ordre garantissent le droit de manifester. J'exprime le soutien de la nation. »

Nous nous dresserons contre les semeurs de chaos qui cherchent à faire tomber nos institutions, et à empêcher ceux qui expriment pacifiquement leurs revendications de le faire. Il faisait référence aux manifestations étudiantes qui ont lieu là-bas. KJ, Time Magazine... Je ne voulais même pas lire ça, parce que Time Magazine est un torchon néoconservateur. Mais pourquoi la France brûle-t-elle ? Pourquoi y a-t-il cette révolte en France, KJ ? Et qu'est-ce que cela dit des fondations mêmes de cet empire, dans son ensemble ? Parce que les États-Unis sont à sa tête, mais c'est un système qui englobe l'Occident. Et ils sont censés le conduire vers leurs buts et leurs objectifs. Les conséquences économiques, elles, sont presque entièrement ramenées à des choses comme l'inflation et la crise pétrolière. Mais c'est bien plus profond que ça. Alors, s'il vous plaît, aidez-nous à comprendre ce qui se passe ici. Et qu'est-ce que cela révèle ?

#KJ Noh

Eh bien, l'inflation et l'effondrement du niveau de vie ne sont que des manifestations de surface des contradictions profondes du capitalisme. Mais, surtout dans le cas de la France, il y a cette austérité néolibérale que le gouvernement cherche à imposer à la population. Il doit faire des coupes quelque part. Il veut retirer environ quarante-huit milliards de dollars des services sociaux, d'un système déjà réduit à l'os. On le voit, par exemple, dans les écoles françaises, où un enseignant sur dix manque à l'appel. Les salles de classe tombent en ruine. Les élèves sont entassés. Les toilettes débordent, les rats courent partout et, vous savez, il n'y a pas de climatisation dans les écoles l'été, ni de chauffage l'hiver. Toutes ces revendications des étudiants sont donc légitimes. Et par le passé, par exemple dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, lorsqu'ils manifestaient pour ces revendications légitimes, le gouvernement acceptait réellement de faire des concessions raisonnables.

Ils ne peuvent plus le faire, parce qu'ils sont résolument engagés sur cette voie d'austérité, et parce qu'ils doivent faire face à des coûts de guerre énormes. La France a déjà engagé vingt-trois milliards de dollars pour l'Ukraine, et ces coûts vont continuer d'augmenter, alors même que sa dette nationale atteint cent douze pour cent. Elle ne peut donc pas équilibrer ses comptes. En substance, elle réduit tout au strict minimum. Et le peuple français ne va pas l'accepter. Les étudiants, en particulier, expriment très certainement ce qu'ils considèrent comme légitime dans, entre guillemets, une démocratie. Mais le tableau global, plus vaste et plus profond, ne se résume pas au fait que la guerre vide les caisses de tous les États européens, parce que les États-Unis ont exigé qu'ils consacrent cinq pour cent de leur produit intérieur brut à l'armée. C'est un objectif qu'ils ne peuvent pas atteindre. Pendant des décennies, ils n'ont pas réussi à atteindre deux pour cent. Comment vont-ils pouvoir atteindre des objectifs de cinq pour cent ?

Et en même temps, vous voyez, à mesure que le monde multipolaire émerge et qu'il achève le processus de décolonisation, la France n'est plus en mesure de pratiquer ce type d'extraction coloniale unilatérale et injuste qu'elle pouvait exercer auparavant. Rappelez-vous : la France contrôlait environ un tiers de l'Afrique. Sa richesse venait de ses colonies en Afrique et en Asie du Sud-Est, et ainsi de suite. Michelin, l'entreprise de pneus : c'étaient des plantations de caoutchouc,

essentiellement des plantations esclavagistes, en Asie du Sud-Est, et ainsi de suite. Donc, la culture française, la puissance française et la richesse française reposent sur l'extraction coloniale. Et maintenant que le processus de décolonisation se concrétise dans les pays africains, par exemple, la France connaît de grandes difficultés et fait face à une grave crise économique.

Je dirais qu'elle fait face à une crise existentielle. Ajoutez à cela ses contradictions internes : elle n'est plus capable de maintenir les conditions de vie qui lui permettaient autrefois d'acheter une aristocratie ouvrière. Alors, ces contradictions vont forcément remonter à la surface, sous la forme de protestations de masse. Quand Macron dit qu'il n'y a pas de place pour la violence, il ment effrontément. Car nous savons que ce qu'il impose à l'immense majorité des manifestants pacifiques, c'est une violence policière de masse. Ceux qui sèment le chaos, ce sont en réalité les policiers. Mais il redouble de violence fascisante parce que, fondamentalement, la France revient à ses racines fascistes.

Quiconque a passé du temps en France sait qu'il existe, au sein du paysage politique français, un profond courant de fascisme d'extrême droite. Et lui s'y reconnecte directement. Il utilise les soi-disant « forces de l'ordre », là où ces tendances fascisantes sont concentrées. Il les utilise pour voir s'il peut casser suffisamment de têtes afin que les Français se soumettent. Eh bien, les Français ont dit : « Non, nous ne nous soumettons pas. Ce sont des revendications raisonnables. Nous devons reprendre notre pays. » Et les étudiants nous rejoignent. Pas seulement les lycéens, désormais, mais aussi certains étudiants à l'université.

Ils sont aussi rejoints par les Gilets jaunes, vous savez, qui représentent une révolte ouvrière, ou une résistance des travailleurs. Et donc, je pense que Macron a entre les mains une poudrière extrêmement dangereuse. Va-t-il encore durcir cette politique militariste, cette violence et cette répression ? C'est tout à fait possible. Je pense que la plupart des pays européens ont basculé, à des degrés plus ou moins élevés — je dirais plutôt à des degrés élevés — dans le fascisme, pour contenir leurs contradictions terminales. Je veux dire, le fascisme, c'est simplement le capitalisme en déclin. Mais je pense que les choses vont empirer considérablement, à la fois pour Macron et, malheureusement, pour le peuple français.

#Danny

Eh bien, certaines images nous parviennent en ce moment, et nous pouvons y jeter un œil. Voici quelques vidéos montrant des manifestants, et ce que certains qualifient d'émeutiers, attaquer la police, essentiellement parce que, comme vous l'avez dit, la police les a attaqués. Enfin, il y a une longue histoire derrière tout ça. On peut tout simplement... Et puis, il y aurait aussi, semble-t-il, des manifestants qui marchent en ce moment vers le palais présidentiel en France. Beaucoup déclarent que le « macronisme », comme on l'appelle — un mot désastreux, détestable, à mon avis — est essentiellement terminé. Mais on a l'impression que c'est le cas depuis un certain temps déjà. KJ, ce que cela reflète, me semble-t-il, c'est quelque chose qui se produit dans l'ensemble de l'Occident, y compris aux États-Unis.

La légitimité de ces gouvernements ne se contente pas de s'éroder. Elle s'effondre pratiquement jusqu'à zéro. Et c'est très intéressant de voir ces scènes qui rappellent ce que les néoconservateurs et les impérialistes essaient de projeter sur l'Iran, la Chine ou la Russie. Ils cherchent à dire : « Oh, ces pays sont si instables, et ils répriment leur propre population. » Mais les images qui viennent de France semblent indiquer que cela est davantage vrai de l'Occident dans son ensemble. Et nous savons ce que font les États-Unis lorsqu'il y a ici des manifestations massives. Qu'en pensez-vous ? Il semble que les scènes qui nous parviennent ne vont faire qu'empirer. La France a une histoire en la matière. En France, et au moins dans le monde occidental, les gens ont tendance à réagir très vite et très fortement lorsque ce genre de situation se présente. Qu'en pensez-vous ?

#KJ Noh

Eh bien, vous savez, comme on le sait, la France a une histoire de révolution et de révolte. En mille sept cent quatre-vingt-neuf, en mai mille neuf cent soixante-huit, la coalition des travailleurs et des étudiants a réellement fait tomber le gouvernement. La France a donc une histoire de rébellion et de résistance. Mais cette fois-ci, je pense que ce ne sera pas aussi facile qu'en mille neuf cent soixante-huit, ou en mille neuf cent quatre-vingt-quinze, ou à d'autres périodes où, vous savez, les manifestants ont pu obtenir de véritables concessions, voire des changements substantiels dans la structure de l'économie politique. Je pense que le point essentiel à retenir, c'est qu'en deux mille huit, Nicolas Sarkozy était président, et il a dit l'une des rares choses exactes qu'il ait jamais prononcées. Il a dit : « Le laissez-faire, c'est fini. » Le capitalisme est terminé.

Et il l'a compris, parce que lorsque le système économique et financier mondial s'est effondré en deux mille huit, il a compris que c'était le glas du capitalisme. C'est à ce moment-là que tout le monde aurait dû s'orienter vers un autre type d'économie politique. Au lieu de ça, ils ont redoublé d'austérité néolibérale. Et, en France, on a connu une succession de réformes néolibérales, qui réduisent les choses toujours plus à l'os. On a retiré le muscle et les tendons, et maintenant, on racle la moelle. Et les Français ne peuvent pas continuer comme ça indéfiniment. Cela est aussi lié à la perte de l'extraction impériale, cette extraction injuste, vous savez, opérée dans les colonies. Tout cela a créé des contradictions profondes et fondamentales dans la France métropolitaine, autrement dit, le centre de la France coloniale.

Et cette situation a aussi été aggravée par cette guerre contre la Russie. Au départ, cette guerre contre la Russie était en réalité une autre forme d'expansion impériale. Ils allaient, vous savez, détruire la Russie, puis la dépecer. Et ce serait encore une de ces opérations d'expansion coloniale, une aubaine. Mais la Russie a riposté. Ils sont en train de perdre la guerre contre la Russie, cette guerre par procuration menée en utilisant l'Ukraine. Les conditions deviennent donc tout simplement de plus en plus difficiles. Et puis, vous savez, le symbole même de la place de la République, où la révolution elle-même a été proclamée, je pense que c'est important. Mais le système français se

dirige vers un effondrement terminal, tout comme les systèmes de la plupart des pays européens. Pas seulement la France : l'Espagne, le Royaume-Uni, l'Allemagne, tous font face à des crises structurelles critiques.

Et il n'y a pas de bonne issue. Au lieu de transformer en profondeur leur économie politique, ils se sont enchaînés à encore plus d'austérité néolibérale, à une destruction accrue de leur filet de protection sociale, et à une escalade supplémentaire dans la guerre. Autrement dit, ils vont consacrer des milliards, des milliards à la guerre, des milliards à l'Ukraine, et ils vont couper les financements de la plupart de leurs services d'éducation et d'autres services publics. C'est un acte de folie. Mais c'est ce que veut la classe impériale dirigeante. C'est ainsi qu'elle pense. Le fait est simple : c'est comme être accro à une drogue. L'hégémonie, c'est une sacrée drogue, et ils sont tout simplement incapables d'y renoncer. Ils préféreraient tout détruire plutôt que de renoncer à leur addiction au pouvoir.

#Danny

Eh bien, KJ, c'était une excellente émission aujourd'hui. Je pense que ce serait un bon moment pour conclure. Avant de partir, tout le monde devrait cliquer sur le bouton « J'aime ». Ça aide l'émission à être mieux mise en avant par l'algorithme. KJ, est-ce que vous avez un dernier mot avant qu'on se quitte ? Y a-t-il un sujet qu'on n'a pas eu le temps d'aborder ?

#KJ Noh

Eh bien, je veux simplement faire une nouvelle fois la promotion du soulèvement des contribuables que CODEPINK organise du dix au douze novembre, à Washington, dans le district de Columbia. Il y aura trois jours de protestation et de résistance pacifiques. En substance, ils disent ceci : nous avons un budget de guerre de mille cinq cents milliards de dollars, probablement plus proche de deux mille trois cents milliards. Mais, du moins sur le papier, c'est un budget de guerre de mille cinq cents milliards de dollars. Et cela vide notre société de sa substance, tout comme cela vide la France et l'Europe de leur substance. Cela détruit aussi notre société. Nous le ressentons. Il suffit de regarder autour de nous. On voit une misère effroyable, le désespoir, le sans-abrisme. Plus d'un virgule cinq pour cent de la population américaine vit dans une pauvreté absolue. Quarante pour cent des gens n'ont pas cinq cents dollars à leur nom. Soixante pour cent n'ont pas mille dollars à leur nom. La misère ne cesse de s'aggraver.

Et une grande partie de cela vient du fait que nous ne cessons de fabriquer des ennemis — l'Iran, la Chine, la Russie — et de dépenser sans fin notre richesse nationale pour cela... C'est donc une exigence que CODEPINK porte, afin de faire pression sur le Congrès — comme c'est notre droit démocratique, dans la mesure où il existe encore. Il s'agit de faire pression sur le prochain Congrès et d'avertir les responsables politiques des deux partis, y compris les démocrates, qu'ils doivent faire faire demi-tour à ce navire guidé par la guerre, l'avidité et l'écocide. Et je pense que c'est vraiment, vraiment important. Vous savez, cette initiative est soutenue par la plupart des grandes

organisations pour la paix et la justice sociale. Vous pouvez aller sur le site de CODEPINK, chercher « Taxpayer Uprising », et lui apporter votre soutien. C'est l'une des actions concrètes que nous pouvons mener en ce moment terrible, terrible, où tout part en vrille et où nous ne savons plus quoi faire. C'est une action très, très concrète que tout le monde peut entreprendre.

#Danny

Très bien. J'ai mis ce lien dans la description de la vidéo, juste en dessous. Vous pourrez le consulter : il explique de quoi il s'agit, ce que KJ vient de décrire ici. C'est une campagne très importante. Nous devrions tous la soutenir. Vous pouvez y aller, vous inscrire, faire un don, être bénévole, participer en ligne... enfin, faire ce que vous voulez. Mais le lien se trouve dans la description de la vidéo, juste en dessous. Après l'émission, cliquez tous sur le bouton « J'aime ». Ça aide l'émission à gagner en visibilité dans l'algorithme de YouTube. Vous trouverez aussi, dans la description de la vidéo, tous les moyens de soutenir cette chaîne : Patreon, Substack, et bien d'autres. Demain, je serai de retour à treize heures, heure de la côte Est des États-Unis, avec le professeur Mohammad Marandi. Je vous retrouve tous demain à treize heures, heure de la côte Est. À la prochaine, tout le monde.